

# Les ouvriers et les employés prennent la relève !

A partir du mardi 8 février 2011, les événements en Égypte se sont accélérés très vite. Les ouvriers et les employés ont effectivement pris la relève<sup>1</sup>. Ils ont participé à ce « *mouvement populaire* », mais en s'en distinguant de plus en plus pour s'affirmer en tant qu'ouvriers et employés. Derrière le « *mouvement populaire* », la réelle division de la société en classes sociales est apparue clairement<sup>2</sup>. Rien que par le poids de leur nombre et leur importance économique, ils ont réussi à mettre le régime à genoux en quelques jours.

Ce qui au départ, malgré ses racines clairement prolétariennes, avait commencé pour des raisons particulières<sup>3</sup> en tant que « *mouvement populaire* », s'est transformé en quelques jours en une véritable « *insurrection populaire* ». Pourquoi et comment ?

Avant tout parce que derrière ce « *mouvement populaire* », une véritable dynamique de *grève de masse* a émergé comme on ne l'a plus vue depuis 30 ans<sup>4</sup>. De plus, les ouvriers en Égypte ne sont pas restés tout seuls : dans beaucoup d'autres pays de la région, et même ailleurs<sup>5</sup>, des grèves massives se développent simultanément, donnant un exemple à toute la planète<sup>6</sup> (et ce, malgré la volonté des gouvernements locaux de chercher à satisfaire au plus vite les nombreuses reven-

dications mises en avant). Troisièmement, ce mouvement était « *spontané* » et non pas entièrement contrôlé par les institutions étatiques, incluant les syndicats.

Ce que ces faits démontrent – et l'exemple le plus flagrant est la Libye où le régime de Kadhafi, en place depuis quarante-deux ans<sup>7</sup>, répond aux protestations avec une extrême violence et un bain de sang – c'est que tant qu'un mouvement est en plein déploiement, ni la répression, ni le verbiage « *démocratique* » de la classe dominante ne peuvent l'arrêter. Tout comme en Pologne en 1980, le cocktail constitué de promesses politiques et de menaces de répression n'impressionne plus ; il n'a plus aucune crédibilité et ne fait plus peur non plus.

## Du mouvement populaire à la grève de masse

Tout semble contradictoire quand on examine ces « *mouvements populaires* » :

– Les syndicats du régime sous Moubarak n'ayant aucune crédibilité, on aurait pu s'attendre à des luttes organisées par les ouvriers eux-mêmes, avec des assemblées générales, des comités de grève élus et révocables et à l'unification des luttes par des revendications unificatrices. Même s'il y en a certainement eu, ce n'est pas là la tendance générale. Les grèves restent surtout emprisonnées dans un cadre syndical au niveau de l'usine, du bureau, de la profession ou du secteur, et ce, *même en absence des syndicats*. Le premier réflexe a justement été *d'adhérer* à de nouveaux syndicats « *libres* ». Le 30 janvier 2011, c'est à dire au moment où la rage des « *forces pro-Moubarak* » se déploie, une « *Fédération des Syndicats Indépendants d'Égypte* » se constitue qui a beaucoup de succès grâce à son langage très radical. D'autres nouvelles formations syndicales suivront vite. Mais c'est surtout ce premier cartel qui lance le 8 février l'appel à une « *grève générale* » à Alexandrie, au Caire, à Suez et puis ailleurs, devançant ainsi toute tentative de réelle auto-organisation des ouvriers et employés. Dans une telle situation, le plus grand danger pour les ouvriers et employés n'est pas la répression, ni les « *illusions dans la démocratie* » ; mais tout comme en Pologne en 1980<sup>8</sup>, ce sont les *illusions syndicales* qui empêchent le mouvement de se développer dans le sens d'un réel contre-pouvoir : elles véhiculent l'idée qu'un « *compromis* » avec les exploiters sera possible

1. Voir notre texte « *C'est aux ouvriers de prendre la relève !* » du 8 février 2011. Dans une telle situation, la tâche principale de la *Gauche communiste internationaliste* n'est pas de se retirer dans une chambre d'étude sous prétexte que tout ceci serait « *inédit* », ni d'écrire des articles littéraires, philosophiques ou journalistiques sur le sujet, et encore moins de *décréter* la « *grève de masse mondiale* » sur base d'une prétendue « *banqueroute du capitalisme* », ou encore de faire des appels dans le vide en faveur de la « *formation du Parti* ». Sa tâche principale consiste à analyser le mouvement là où il est allé le plus loin, c'est à dire en Égypte, et d'en tirer les nombreux enseignements pour tous les mouvements qui se déroulent ailleurs et ceux qui sont à venir.

2. Ce n'est pas une coïncidence si tous les média, qui se sont réjouis de la « *non-violence* » et de la « *démocratie* », ne fournissent que très peu d'informations sur les luttes des ouvriers et employés.

3. Voir la partie du premier texte intitulée : *Des mouvements populaires face à la crise économiques*.

4. C'est à dire la grève de masse en Pologne, en 1980 ; c'était une grève qui s'est surtout limitée à un seul pays, alors qu'aujourd'hui il y a simultanément de grèves massives dans plusieurs pays.

5. A la date du 21 février 2011, voici la liste des autres pays dans la région connaissant des « *mouvements populaires* », en général accompagnés de grèves: (par ordre alphabétique) Algérie, Bahreïn, Djibouti, Jordanie, Irak, Iran, Koweït, Liban, Libye, Maroc, Oman, Palestine, Syrie, Soudan, Tunisie et Yémen. L'Arabie Saoudite et le Qatar, siège de la célèbre chaîne de télévision Al Jazeera, semblent être des exceptions dans la région, à moins que les informations nous fassent défaut. A La Paz en Bolivie, de l'autre côté de la planète, il y a eu des manifestations contre la hausse des prix, tout comme en Afrique du Sud ; alors que dans plusieurs pays européens, et aussi aux États-Unis (Wisconsin), quoique modestement pour le moment, des grèves et des protestations se développent.

6. La classe dominante a donc de plus en plus de mal à opposer les ouvriers et employés d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient à ceux d'Europe, d'Amérique, d'Asie ou d'ailleurs. Ceux-ci sont tous confrontés à la *même* crise économique.

7. On notera que la Libye est membre du *Conseil des droits de l'homme* de l'ONU, tout comme l'Iran est membre du *Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes* (CEDAW) !

8. On rappelle qu'en Pologne, au jour même de la fondation du syndicat « *libre* » *Solidarnosc* en août 1980, les grèves s'arrêtent ; ce qui a ouvert la voie à la répression en décembre 1981, seize mois plus tard.

une fois que le dictateur sera chassé et son régime effondré.

– La dynamique du « *mouvement populaire* » produit au début beaucoup de confusions : vaut-il mieux que les travailleurs et employés participent solidairement avec le reste de la population dans les manifestations pour que « *Moubarak dégage* », ou plutôt qu'ils fassent grève sur place, s'organisent eux-mêmes, et formulent leurs propres revendications ? Le défi fut quadruple, mais avec une claire direction dans la dynamique :

a. D'abord, il y eut surtout leur participation massive dans les manifestations *après* les heures de travail (c'est-à-dire après la fermeture précoce des lieux de travail à cause du couvre-feu<sup>9</sup>), qui se faisait surtout à titre individuel, et de ce fait, les travailleurs et employés ont tendu à se fondre au sein des foules « *populaires* ». Ensuite, leur participation se déroula également de plus en plus *pendant* les heures de travail : à partir de midi, ils sortaient en groupe arborant les marques distinctes de leurs professions. Beaucoup d'ouvriers ont initialement suivi la logique suivante : d'abord « *Moubarak dégage* », puis ça sera à notre tour d'avancer nos propres revendications ! Enfin, de plus en plus massivement, ils se sont mis à lutter en tant qu'ouvriers et employés, même avant que Moubarak ne soit chassé.

b. En absence des syndicats, les ouvriers et employés ont aussi imité les méthodes des manifestants de la Place de la Libération : 6 000 ouvriers de cinq « *service companies* », propriétés de l'Autorité du Canal de Suez, à Suez, Port-Said et Ismailia, commencent un « *sit in* » devant le siège de la direction et ils lui font comprendre qu'ils ne partiront pas avant qu'il y ait une suite à leurs revendications (celles portent surtout sur les salaires, conditions de travail et de santé). Cet exemple sera ensuite repris ailleurs.

c. Par la suite, les ouvriers et les employés ont mené leurs combats de façon classique sur leur lieux de travail, dans le secteur privé et le secteur public. Des grévistes, encadrés ou non par les syndicats, revendiquent le licenciement des directions corrompues, des augmentations de salaires, une amélioration des conditions de travail et de santé, et surtout aussi un meilleur traitement par l'employeur (ils demandent finalement d'être « *respectés* » en tant qu'*êtres humains*). Le 8 février on ne comptait que 20 000 grévistes, mais leur nombre s'est très vite accru durant les jours suivants.

d. En ce qui concerne les chômeurs, dans un premier temps, ils revendiquent le « *droit au travail* », c'est-à-dire le droit de se faire exploiter pour être capables au moins de vivre dignement; ceux-ci semblent, à ce moment, avoir rejoint le « *mouvement populaire* » plutôt que de s'être orientés vers ceux qui travaillent, mais à Suez ils ont aussi rejoint directement les manifestations ouvriers.

Les ouvriers pouvaient difficilement prendre la tête de ce mouvement tant que Moubarak était toujours en

place. Mais une fois que Moubarak est tombé, le « *mouvement populaire* » est devenu secondaire ; les manifestations massives quotidiennes se sont arrêtées<sup>10</sup>, et derrière la façade « *populaire* », la question de la division de la société en classes est apparue avec force.

Une semaine après « *le retour à la normale* », notamment à partir de 14 février 2011, le nouveau régime militaire n'a pas cessé de lancer des appels quotidiens et des menaces pour que *les grèves* avant tout, mais aussi toute autre forme de « *désobéissance civique* » plus généralement, cessent<sup>11</sup>. Pour mieux contenir la colère ouvrière, les syndicats essayent de « *négozier pacifiquement* » alors que les ouvriers sont supposés reprendre le travail sous pression, cette fois-ci, syndicale.

## Les événements des 8-13 février 2011

Le 8 février 2011, baptisé par les manifestants<sup>12</sup> « *La Journée de l'Amour pour l'Égypte* »<sup>13</sup>, thème très patriotique, il y a eu une des plus grandes manifestations:

10. Les manifestants continuent à effectuer un « *suivi critique* » des militaires afin qu'ils tiennent leurs promesses, et le 18 février 2011 une « *Journée de la Victoire* » attire de nouveau un très grand nombre de manifestants. Le message adressé à la classe dominante est surtout : *Démerdez vous, nous en avons assez de vos histoires !* Les dirigeants des manifestants ont refusé, tout à leur honneur, de participer à un nouveau gouvernement.

11. Le 19 février Elbaradei vient à la télévision pour expliquer aux militaires qu'il valait mieux ne pas faire la même erreur que le régime de Moubarak, c'est-à-dire utiliser la pure répression contre des grévistes. Ce qui démontre que le risque d'une extension des grèves est ressenti toujours comme une réelle menace pour la classe dominante.

12. Notons que le « *Mouvement des Jeunes du 6 Avril* » a eu une source d'inspiration : le mouvement *Otpor!* (de Srdja Popovic) en Serbie, actif dans les mouvements qui ont mené à la chute du régime de Milosevic et dont les tactiques ont aussi été utilisées en Ukraine et en Géorgie. Ce mouvement bénéficiait du soutien de l'armée américaine (argent, logistique). De tels mouvements existent aussi au Kirghizstan et en Biélorussie. *Otpor!* à son tour est inspiré par Gene Sharp (Harvard University, États-Unis), fondateur de l'*Institution Albert Einstein* en 1983, spécialisée dans les luttes non-violentes. Voir son livre : *De la dictature vers la démocratie* : [http://www.aeinstein.org/fdt\\_fr.html](http://www.aeinstein.org/fdt_fr.html) (son livre en français et en 16 autres langues). Ce mouvement est composé surtout de jeunes diplômés qui viennent de la classe ouvrière et des couches moyennes de la population et qui sont prolétariés. Parmi eux, il y a pas mal d'ingénieurs civils.

13. Ce « *patriotisme* » représente aussi une tentative ambiguë de contrecarrer la propagande classique de toutes les dictatures sur « *l'intervention des éléments de l'extérieur* », et l'argument que ce seraient *les manifestants* qui « *détruisent l'image de l'Égypte* », un argument surtout inspiré par les secteurs du tourisme qui représente 10% du revenu national. C'est ainsi que pour une fois le *drapeau national* est exploité contre la *classe dominante nationale*. Cela n'a pas empêché le développement d'une véritable hystérie nationaliste dans la presse gauchiste européenne, américaine et autre sur la « *Révolution égyptienne* » et la glorification du « *Pouvoir du Peuple* », qui va de paire avec l'hystérie de Téhéran sur la « *Révolution islamiste* » en Égypte. C'est pareil pour la religion : d'abord, il y a plusieurs religions en Égypte: l'islam et le christianisme copte, et cette situation n'a pas créé de clivages au sein du « *mouvement populaire* » ; deuxièmement, en se présentant comme « *bons musulmans* » ou « *bons chrétiens* », les manifestants ont rendu la répression plus difficile. Le nationalisme et la religion n'ont certainement pas joué le même rôle funeste que pendant la grève de masse en Pologne en 1980, où le nationalisme polonais et le catholicisme romain se renforçaient l'un l'autre.

9. Ce couvre-feu qui n'était de toutes façon plus respecté, se retourne donc dans les manifestations contre le même régime qui l'avait ordonné.

plus d'un million de personnes sur et autour de la Place de la Libération, et probablement encore beaucoup plus dans le reste de l'Égypte. Une partie des manifestants se sont rassemblés autour d'autres « lieux de résistance » devant le parlement, le bâtiment du Conseil des Ministres, et ailleurs.

Le mercredi 9 février 2011, 19 lieux au Caire tendent à être occupés de façon permanente. Aussi, beaucoup « d'intellectuels oppositionnels » apparaissent et se montrent sur la Place de la Libération et des juges du régime portent plainte légalement contre Moubarak pour vol de propriété d'État. Ces messieurs, qui ne manifestent leur courage que quand il s'avère évident que le régime est devenu indéfendable, sont surtout là pour ce refaire une virginité.

Ailleurs, surtout à Wadi al-Jadid et Port Saïd, il y a beaucoup de heurts violents entre police et manifestants ; la ravageuse « rage populaire » s'étend de plus en plus, surtout à l'encontre des postes de police qui sont incendiés. Tout le mécontentement de toutes les couches de la population s'exprime, incluant des enfants de l'élite égyptienne; le ras le bol est complet.

Moubarak annonce une augmentation de salaires de 15% pour les fonctionnaires. Néanmoins, des grèves commencent dans le secteur de l'électricité du Caire, dans les Ministères et autres secteurs étatiques comme chez les éboueurs<sup>14</sup>. Les ouvriers et employés exigent le licenciement des directions corrompues et des augmentations de salaires. Des journalistes revendiquent également le licenciement de leurs directions. Aux chemins de fer, les employés bloquent les rails. A Suez des grèves continuent et sont renforcées par celles des ouvriers du textile, de la métallurgie, des docks, des chantiers navals et de la sidérurgie. A Mahalla, ce sont aussi des ouvriers du textile qui entrent en grève, tout comme les ouvriers de la firme pharmaceutique Sigma à Quesna, alors que des chômeurs s'attaquent à un bâtiment du gouvernement à Aswan. Des grèves éclatent aussi dans beaucoup d'autres villes comme à Menoufeia.

De nouvelles promesses viennent du vice-président Omar Souleïman, accompagnées comme d'habitude de menaces : il brandit celle d'un coup d'État militaire si les manifestants refusent de négocier. Personne ne répond à ces avances, ni les manifestants, ni aucune force d'opposition crédible, puisqu'elle n'existe toujours pas. Un ministre démissionne pour des « raisons de santé » ; d'autres suivront ; les rats commencent à quitter le navire qui coule.

Le jeudi 10 février les grèves s'étendent de Suez, Port-Saïd et Ismailia vers Alexandrie et Mahalla où il y avait déjà eu des manifestations.

Un millier de médecins, infirmières et étudiants en médecine<sup>15</sup>, dans leurs tenues de travail blanches, rejoignent les manifestants à la Place de la Libération, et ils sont applaudis. 3 000 membres d'un syndicat des ju-

14. Déjà le 4 février 2011, plusieurs grèves ont eu lieu au Caire et à Suez, mais les informations restent peu précises.

15. Il est remarquable de voir comment les secteurs de la santé et de l'enseignement ont été impliqués dans tous ces mouvements : fait vraiment exemplaire et à ne plus jamais oublier.

ristes marchent vers une des résidences officielles de Moubarak. Des grèves se propagent dans les industries nationales, les transports et le tourisme, non pas seulement au Caire, mais aussi à Alexandrie, Suez, Port Saïd et Mahalla.

Les premiers soldats commencent à quitter leurs postes et passent du côté des manifestants. Le général Hassan al-Rouïni, commandant militaire du territoire du Caire, proclame : « Toutes vos revendications seront satisfaites ! ». Il y a de plus en plus de rumeurs qu'un coup d'État militaire se prépare. Une réunion au sommet de l'armée, en absence de Moubarak et Souleïman, est montrée à la télévision étatique<sup>16</sup>.

Le « chaos » semble envahir l'armée, force décisive pour faire face à une « résurrection populaire » qui, elle, ne peut pas et ne veut pas former un gouvernement alternatif. Déception : le soir, c'est Moubarak lui-même qui vient encore une fois à la télévision : il compte toujours rester jusqu'aux élections en septembre 2011, mais il transfère ses pouvoirs à son bourreau Souleïman. Ce dernier demande de nouveau aux manifestants de « retourner à la maison » et surtout aux parents de rappeler leurs enfants à la maison.

Des manifestants montrent leurs chaussures en l'air, insulte suprême dans le monde arabe. Ensuite des milliers de manifestants commencent à marcher vers les bâtiments de la télévision et le palais présidentiel ; l'armée, plus que probablement sous « recommandation américaine », commence à se retirer de ces lieux.

L'option du transfert de pouvoir via Moubarak est devenue indéfendable: c'est un échec total pour la politique extérieure non seulement américaine et européenne, mais aussi russe et chinoise.

Entre le 4 février, baptisé trop tôt le « Vendredi du Départ » et le 11 février, annoncé comme le « Vendredi de l'Au Revoir » avec une « Marche des Vingt Millions », le rapport de force a fortement changé.

D'abord, les manifestations deviennent de plus en plus nombreuses. Alors les jeunes de Tunisie étaient la source d'inspiration pour les prolétaires d'Égypte, les prolétaires d'Égypte, à leur tour, deviennent une source d'inspiration pour toute la région, et finalement pour toute la planète.

Mais en plus, et c'est nettement plus important, une véritable grève de masse s'étend et se généralise dans le secteur privé autant que dans le secteur étatique, incluant les secteurs de la sidérurgie, des télécommunications, des chemins de fer, des banques et des postes, du pétrole et de l'industrie pharmaceutique, incluant aussi le textile à Mansoura qui s'était déjà mis en grève spontanée en 2007 et 2008. D'après les dires d'un syndicaliste du Caire, la question n'est plus tellement *qui fait grève*, mais plutôt *qui travaille toujours*. En l'absence des syndicats la plupart des grèves sont spontanées ; en plus, les revendications sont partout les mêmes : licenciement des directions corrompues, augmentation des salaires, meilleures conditions de vie et de travail. Ces

16. Jusqu'ici, ce texte rédigé le 21 février 2011, a été publié le 22.

grèves vont se poursuivre pendant des semaines<sup>17</sup> dans un contexte de refus de toute négociation de la part des grévistes, ce qui va à l'encontre de l'idéologie syndicale. Mais malgré les contacts établis entre eux, les grévistes ne parviennent pas à s'unir. Malgré leurs revendications identiques, ils ne posent pas des revendications communes pour étendre encore plus le mouvement. Les grèves ne peuvent pas se politiser tant que c'est le « mouvement populaire » qui occupe le terrain politique.

Le soir du 11 février, la télévision étatique égyptienne fait référence pour la première fois au mouvement de la « Révolution des Jeunes du 25 Janvier », un agglomérat du « Mouvement des Jeunes du 6 Avril » avec à peu près tout ce qui est « oppositionnel » en Égypte. A 18h.00, il est finalement annoncé que Moubarak s'en va. Le grand « patriote égyptien » part sans s'exprimer devant « son peuple »<sup>18</sup>, emportant avec lui, d'après les estimations du *Guardian* britannique, entre 40 et 70 milliards de dollars<sup>19</sup>.

Le 12 février toute l'Égypte fête la « victoire » : on parle même de « la grande révolution égyptienne ». Mais il n'y a eu aucune révolution ; la société reste profondément divisée en classes. Et ce sont effectivement les militaires qui ont joué le rôle décisif dans le maintien en place du pouvoir capitaliste.

## Bilan : l'impasse « populaire »

Il y a eu des soldats qui ont quitté leurs postes pour rejoindre, parfois avec leurs armes, les manifestations. Mais ce sont surtout les manifestants qui ont fraternisé avec une armée qui reste toujours sous le commandement de l'État. On a beaucoup vu le slogan: « L'armée et le peuple sont un ! ». Mais dans une société divisée en classes, l'armée n'est jamais avec « le peuple » ; elle existe pour servir l'État de la classe dominante. Le 13 février 2011 le *Conseil suprême des forces armées d'Égypte* dissout le parlement et suspend la constitution, promettant une nouvelle constitution et des élections dans six mois.

Place de la Libération, les manifestants assurent eux-mêmes le nettoyage des lieux : les slogans disparaissent des murs, le sang qui a coulé est essuyé. Les manifestants ne laissent pas la crasse derrière eux, ils semblent avoir envie de « reconstruire leur pays ». Et, le Caire semble retourner « à la normale ».

Sur la même Place de la Libération, ce sont quelques centaines de *flics* qui manifestent, pour affirmer qu'eux, contrairement à ce que tout le monde pense, ils ne sont

17. On notera que le bourse de Caire est toujours fermé le 28 février 2011.

18. Ce n'est qu'un détail : Moubarak n'a pas rendu le pouvoir en public, et aucun document signé n'a été publié. Formellement, il s'agit donc d'un coup d'État militaire.

19. Comme ces régimes sont complètement corrompus, les « dictateurs » ne peuvent même plus compter sur la banque nationale ; car même là l'argent tend à disparaître. C'est aussi pour cette raison que tous ces dictateurs préfèrent mettre l'argent étatique sur des comptes privés dans les banques des pays un petit peu moins corrompus, comme en Suisse, en Angleterre ou dans des « paradis fiscaux ».

pas des traîtres, et ils scandent : « *Le peuple et la police sont un !* »

Mais vers 14h.00 quelques milliers de manifestants arrivent de nouveau Place de la Libération. L'« armée populaire » se tourne contre le « mouvement populaire ». C'est ainsi que, Place de la Libération, un militaire de l'« armée populaire » annonce aux manifestants : « *Le peuple égyptien vous demande de partir !* »

Comment faire confiance, même « conditionnellement » à l'armée qui existe, non seulement pour défendre l'État d'une classe dominante, mais en plus pour faire ses sales guerres contre d'autres requins, et qui, de plus, dans sa toute première déclaration publique depuis sa prise de pouvoir, honore « le grand patriote » ... Moubarak !

Le grand problème pour la classe dominante en Égypte, ainsi qu'en Tunisie et ailleurs est de former des gouvernements avec un minimum de crédibilité qui seraient capables de mettre fin à leur propre corruption, de créer des millions d'emplois et d'offrir des conditions de travail et de vie dignes. Il est difficile de voir comment elle pourrait y parvenir.

Le déficit pour les prolétaires est de maintenir et renforcer leur propre mobilisation, en Égypte et ailleurs, qui seule peut leur ouvrir une alternative à la misère que leur impose la classe dominante et qui seule, comme on vient de le voir en Égypte, peut arrêter la répression féroce.

Ce qui devrait faire réfléchir les manifestants en Égypte sur le sens de leur « victoire », ce sont les départs massifs de jeunes Tunisiens, ceux-là mêmes qui ont chassé Ben Ali: en deux jours 5 000 d'entre eux sont arrivés sur l'île italienne de Lampedusa. L'un d'eux a déclaré : « *Peut-être il y a de l'espoir politique, mais il n'y a aucun espoir économique.* »

28 février 2011, *Controverses*

<http://www.leftcommunism.org>

leftcom@googlegroups.com